



ELECTIONS LÉGISLATIVES
DU DIMANCHE 5 MARS 1967
1^{ère} CIRCONSCRIPTION :
MONTAUBAN

Pierre JUGE

CANDIDAT

Jean VIGNOBOUL

SUPPLÉANT

candidat du Parti Communiste Français
pour l'union des forces de gauche et démocratiques

Electrices, Électeurs,

Les 5 et 12 Mars prochain vous allez pouvoir donner votre opinion, grâce à votre bulletin de vote, sur la politique actuelle.

Le pouvoir gaulliste est aux leviers de commande depuis neuf ans et a eu le temps de résoudre un certain nombre de problèmes. Mais la situation n'est pas aussi brillante que le prétendent ceux qui vantent les mérites du régime de pouvoir personnel.

Salaires trop bas ; des ouvrières et des ouvriers de notre circonscription gagnent moins de 40.000 AF par mois. Pas d'implantations d'industries nouvelles capables d'apporter du travail à un grand nombre de salariés qui à Montauban, Caussade, Septfonds et d'autres localités sont victimes du sous-emploi et à de nombreux jeunes qui ne peuvent trouver du travail.

Des centaines de demandes de logement non satisfaites. Alors qu'à Montauban par exemple l'on demande 10 millions d'un appartement et 50.000 AF par mois de loyers libres immédiatement. Le pouvoir encourage la construction spéculative, mais accorde peu de crédits aux logements sociaux.

L'exploitation familiale agricole connaît des jours difficiles. 3.274 exploitations ont disparu dans le Tarn-et-Garonne en huit ans.

L'équipement scolaire retarde ; alors qu'un grand nombre d'enfants ne peuvent acquérir la formation professionnelle indispensable, aujourd'hui des menaces de fermeture planent sur le collège d'enseignement technique de Caussade.

Une fiscalité de plus en plus lourde frappe les salariés, les agriculteurs, les fonctionnaires, les artisans, les commerçants ; ces derniers sont victimes de l'implantation, encouragée par le gouvernement, des supermarchés et des grands magasins à succursales multiples.

Telles sont entre autres les conséquences d'une politique que les candidats de la réaction, gaullistes et centristes, vous demandent de poursuivre.

En ce qui nous concerne, nous vous proposons une autre politique, pratiquée par un gouvernement stable.

Nous voulons la stabilité mais pour pratiquer une politique de progrès social.

Nous proposons notamment :

- d'en finir avec la domination du grand capital en nationalisant progressivement les grandes sociétés capitalistes ;
- d'assurer l'expansion économique et le progrès social par un plan démocratique ;
- de réaliser une réforme démocratique de l'enseignement en affectant le quart du budget à l'école laïque ;

- d'augmenter les salaires, traitements et pensions (pas de salaires en-dessous de 600 F par mois) ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes ;
- Le maintien et l'extention des droits des travailleurs à la Sécurité Sociale.
- la garantie du travail et des salaires décents aux jeunes travailleurs et l'amélioration des conditions de travail et de vie des femmes ;

- de donner la priorité à la construction de logements sociaux, notamment à Montauban, Caussade, Laguëpie ;
- d'aider au développement du tourisme par des crédits alloués à l'industrie hôtelière et des aménagements qui permettraient de mettre en valeur les sites magnifiques que représentent les gorges de l'Aveyron, les musées et autres richesses de la cité d'Ingres et de nombreuses villes et villages de la circonscription ;

- d'élever les conditions de vie des paysans travailleurs et d'aider à la modernisation de l'agriculture par le soutien à la Coopération Agricole.

La réalisation de ce programme est étroitement liée à une réduction importante des dépenses militaires, notamment la reconversion pacifique de la Force de Frappe.

Aussi proposons-nous une politique de paix, de coopération européenne et internationale, de désarmement et des initiatives françaises pour que prenne fin l'agression américaine au Viet-Nam.

La réalisation d'un tel programme de progrès social et de paix suppose l'union de tous ceux qui veulent assurer une relève démocratique du pouvoir personnel.

Le Parti Communiste, qui sans relâche a lutté pour l'union des forces de gauche, se réjouit de l'accord conclu avec la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et le P.S.U.

Cet accord constitue un pas en avant important et

ouvre une perspective au peuple de France. Notre Parti regrette que la Fédération de la gauche n'ait pas accepté notre proposition d'entente sur un contrat de majorité et de gouvernement. Il continuera son combat dans ce sens.

Il n'y a pas, en France, de gauche véritable, ni de politique de progrès social possible sans les Communistes. Le Parti Communiste est prêt à prendre ses responsabilités aux côtés des autres partis démocratiques.

Voter dès le premier tour pour les candidats du Parti Communiste, c'est voter pour un programme de progrès social et de paix, c'est aussi manifester son désir de voir renforcée l'union des forces de gauche dont nous sommes les plus actifs artisans.

— Contre le pouvoir personnel, son candidat M. Bonhomme et son allié du Centre Démocrate M. Bories,

— Pour le mieux-être des habitants de notre circonscription, dans une France démocratique, prospère, indépendante et pacifique,

Républicains, démocrates partisans de l'UNION de la Gauche,

VOTEZ dès le premier tour pour

Pierre JUGE

*Ancien Député
Maire Adjoint de Montauban*

Jean VIGNOBOUL

*Instituteur
Maire Adjoint de Montauban*

ATTENTION . Panachage et ratures annulent votre bulletin.